

# Introduction

Depuis plusieurs siècles, la ville est traversée par de nombreux mythes qu'ils soient positifs – « l'air de la ville rend libre », « seule la ville permet de s'accomplir »... – ou négatifs – « la ville pervertit l'homme », « la ville est un lieu de dépravation morale »... Plus généralement, la mythologie relative à la ville s'appuie sur des images négatives nous faisant voir le monde urbain comme étant à l'origine de tous les maux dont souffre notre société. Dès lors, c'est la ville dans toutes ses dimensions (démographique, politique, urbanistique, économique et sociale) qui fait l'objet d'un halo de représentations négatives surtout de la part des individus résidant en dehors de la ville. Cela apparaît flagrant dès lors que ce que l'on appelait au XIX<sup>e</sup> siècle la « question sociale » est réduite à la question urbaine. Aujourd'hui, la ville et l'urbain sont trop souvent identifiés dans les médias et par le sens commun comme la cause quasi exclusive de nombreuses difficultés qui trouvent pourtant leur raison d'être dans d'autres dimensions. En effet, alors que l'on affirme que la ville est insécure et participe de l'augmentation des actes d'incivilité et de délinquance, ne faudrait-il pas s'interroger sur les causes et les processus (dégradation de l'emploi, transformation des

modes d'intervention policière, évolution des normes et des valeurs, persistance d'un taux important d'échec scolaire...) qui président à l'émergence de ce que l'on met sous l'étiquette « insécurité » ? Tandis que l'on défend l'idée que la société urbaine est en elle-même raciste, ne pourrions-nous pas avancer que le racisme trouve ses origines dans d'autres aspects de la vie sociale, à commencer par les inégalités sociales ou par l'intégration d'individus perçus comme étrangers, voire illégitimes ? Ou encore, lorsqu'on associe *ipso facto* la ville et les problèmes d'environnement, ne serait-il pas opportun de réinterroger les choix opérés en matière de développement industriel, de consommation énergétique ou encore de diffusion des transports collectifs ?

Cela étant précisé, un mythe s'impose depuis une vingtaine d'années tant dans les débats politiques que dans les médias et le sens commun qui nous fait voir certaines banlieues défavorisées comme des cités-ghettos. Dès lors, les cités d'habitat social paupérisées (HLM, Habitations à loyer modéré) situées pour la plupart d'entre elles dans les banlieues des villes, sont perçues comme des mondes clos parfaitement homogènes sur le plan sociologique, des espaces relégués coupés du territoire urbain et de ses dynamiques culturelles, politiques et sociales, des enclaves n'accueillant que des individus à la même identité ethnique, des territoires imperméabilisés à la mondialisation économique où

règne une pauvreté absolue, des zones de non-droit dans lesquelles le crime sous toutes ses formes s'impose. Autant dire que le mythe des cités-ghettos est adossé au mythe de la banlieue, banlieue vue alors comme un territoire lointain hors du jeu urbain et comme une sorte de foyer actif d'où viendrait le mal. Mythe de la banlieue et mythe des cités-ghettos se renforcent l'un et l'autre à travers un processus de causalité circulaire qui engendre *in fine* l'image d'une entité territoriale mauvaise et menaçante.

Le mythe opère ici à plusieurs niveaux : 1/ il donne à voir une image déformée de la réalité dans la mesure où il parvient à simplifier la complexité de la réalité au point de faire de la ville et de ses banlieues multiformes (industrielles/résidentielles ; aisées/populaires ; pavillonnaires/grands ensembles...) une entité géographique, urbanistique et sociale homogène ; 2/ il tend à faire oublier le caractère construit de ses supports idéels, autrement dit à naturaliser les idées qui le structurent. Nous retrouvons ici les réflexions que Roland Barthes (1957) avançait il y a un demi-siècle dans *Mythologies*, qui précisait combien le mythe préfère travailler à l'aide d'images simplifiées, incomplètes, où le sens est déjà bien « dégraissé », préparé pour une appropriation aisée du plus grand nombre, à l'instar des caricatures, des pastiches et des symboles. Le mythe n'est ni un mensonge

ni un aveu précise encore Barthes (*ibid.*), il déforme pour mieux infléchir la réalité selon un cadre sociocognitif qui, bien qu'apparaissant comme une donnée intemporelle, n'en est pas moins une construction historique: « Lointaine ou non, la mythologie ne peut avoir qu'un fondement historique, car le mythe est une parole choisie par l'histoire: il ne saurait surgir de la "nature" des choses. »

De façon plus spécifique, le mythe des cités-ghettos organise la perception subjective des cités HLM au point de générer un sentiment d'insécurité chez celles et ceux qui approchent réellement ou non ces espaces urbains (Duprez, Hedli, 1992). Cela s'observe d'autant plus que le mythe est partie prenante de tout un travail social de stigmatisation de ces territoires, si bien qu'aujourd'hui les cités d'habitat social sont considérées comme de véritables « ghettos » dans lesquels plus personne ne veut résider, tout du moins y passer sa vie. Il faut ici se rappeler les propos d'Erik Erikson (1966), assez proches de ceux tenus par Barthes une dizaine d'années plus tôt, selon lesquels le mythe « n'est pas un mensonge. Il est inutile d'essayer de montrer qu'il n'a pas de base dans les faits, ni de proclamer que sa fiction est truquée et n'a pas de sens. Un mythe mêle à la fois le fait historique et la fiction significative d'une façon telle qu'il "sonne juste" à une certaine époque ou dans certains pays, causant de pieux émerveillements ou des ambitions

passionnées. Les gens qui en seront touchés ne poseront pas de questions sur la vérité ou sur sa logique. »

Affirmer que les cités-ghettos sont un mythe revient à dire que derrière cette expression se dessinent les contours d'une réalité déformée. Le mythe est donc bien, comme le précise Barthes (*op. cit.*), un « langage volé », dans le sens où il fait passer les cités-ghettos pour des espaces de vie qui existeraient depuis toujours, comme s'il s'agissait d'essences naturelles, et donc suprahumaines, alors qu'elles ne sont que le résultat d'une action de l'homme – notamment de nature politique, économique et sociale –, qu'un artefact par définition d'origine purement humaine. Plus précisément, elles ne sont que le produit d'une histoire récente faite de contingences et qui, en aucun cas, ne relève d'une quelconque nécessité philosophique. Plus que jamais ici, le mythe comme « vol de langage » est manifeste, non parce qu'il fait des cités-ghettos des exemples ou des symboles, mais bien plus parce qu'il les conçoit comme des entités à la fois déconnectées du réel et ancrées dans le naturel – dans le cours des choses. Aussi faut-il remonter aux moments où l'expression cité-ghetto, accompagnée de multiples usages, a fait son apparition dans les discours experts et profanes (premier chapitre), en vue de saisir les idées sous-jacentes qu'elle véhicule aujourd'hui (second chapitre). La question qui revient de façon

lancinante dans les débats sociétaux est celle de savoir comment en finir avec les cités-ghettos. Un autre mythe est alors souvent avancé pour vaincre ces entités mauvaises et menaçantes: celui de la mixité sociale (troisième chapitre). Tout se passe comme si un mythe en cachait un autre, aussi étonnant que cela puisse paraître...